

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : _____

_____ 3^e concours _____

DATE : _____ 8.6.2016 _____

MAGISTRATURE

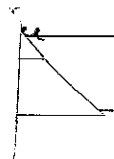
_____ d'y mettre un signe quelconque

_____ tion en justice . _____

_____ de Instance _____

_____ article 318-1 _____

_____ l'optique _____



PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0010

NOTE

15 /20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

1

COMPOSITION DE Cas pratiques de droit civil

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

AB

Il est interdit aux candidats de signer

Monsieur Jean Petit souhaite faire reconnaître sa paternité à l'égard d'un enfant né, à vis duquel il vient de développer un sentiment paternel, mais qui dispose déjà d'une filiation établie, depuis sa naissance le 1^{er} février 2006, auprès d'une mère et d'un père mariés ensemble.

On est article 312 du Code civil mais pas entre l'entrepreneur des permet pas. Tel ne s'interprète pas. On

1) Monsieur Jean Petit cherche à faire reconnaître sa paternité sur l'enfant malgré l'opposition de ses parents légitimes. La reconnaissance de la paternité nécessite de saisir un juge qui est seul compétent pour établir la paternité d'un enfant qui en est déjà pourvu, comme c'est le cas pour l'enfant. En effet, celui-ci est né pendant le mariage des époux Dupont, et bénéficie en conséquence de la présomption de l'article 312 du Code civil selon laquelle l'enfant conçu ou né pendant le mariage a pour père le mari. Il bénéficie donc d'un acte de naissance mentionnant cette filiation, ce qui ne permet pas à M. Petit de reconnaître Paul. (Article 316 du Code civil) Néanmoins, celle-ci n'est pas intangible, et Monsieur Petit peut tenter de la contester.

S'il veut pouvoir établir sa propre paternité, il est même autorisé de contester celle de M. Dupont, en vertu de l'article 320 du Code civil, au nom de l'intérêt de l'enfant et de la famille.

Pour cela, il doit rapporter la preuve que Monsieur Dupont n'est pas le père (article 332 du Code civil), sachant que cette preuve peut être apportée par tout moyen (article 310-3 al 2 du Code civil).

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

2) Monsieur Petit entend engager une action en justice.

Il devra pour cela saisir le Tribunal de Grande Instance du lieu du domicile de la famille Dupont (article 318-1 du Code civil), statuant en matière civile.

Pour contester la paternité de Monsieur Dupont, dans l'optique de faire reconnaître sa ^{propre} paternité en vertu de l'article 320 du Code civil, Monsieur Petit pourra invoquer l'alinéa 2 de l'article 332 en vertu duquel la paternité peut être contestée en rapportant la preuve que le mari n'est pas le père.

Cette disposition est conforme à l'article 8 de la CEDH relatif à la vie privée puisqu'il est de l'intérêt de l'enfant de connaître son ascendance.

Si cette preuve peut être apportée par tout moyen, Monsieur Petit va être confronté à l'opposition des parents, dont Monsieur Dupont qui dispose d'une possession d'état établie de longue date, et alors même que Monsieur Petit n'a entretenu aucun contact particulier, en tout cas en qualité de père, avant les vacances d'été 2011.

De même, afin que l'enfant ne soit pas privé de filiation paternelle, Monsieur Petit devrait solliciter ~~encombramment~~ concomitamment la contestation et sa propre reconnaissance de paternité.

3) Monsieur Jean Petit assigne les parents légitimes par acte des 1^{er} juin 2011. Les derniers s'opposent à cette demande en invoquant l'article 8 de la CEDH. Celui-ci préconise le respect de la vie privée des familles.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

On cet article crée des obligations à l'égard des États membres, mais pas entre les particuliers. Aussi, si l'action peut être entreprise du fait des textes existants, cette disposition ne permet pas de la déclarer irrecevable.

Tel ne serait pas le cas si une prescription pouvait être invoquée.

Or si l'action en établissement de la paternité est admise, elle est soumise à des conditions de recevabilité telle que la contestation préalable de paternité. L'article 333 du Code civil dispose que cette action ~~se prescrit par cinq ans à compter du jour où la possession d'état a cessé~~ nul ne peut contester la filiation lorsque la possession d'état conforme au titre a duré au moins cinq ans depuis la naissance, ce qui est le cas en l'espèce. Une exception est faite, mais au seul bénéfice du ministère public. Ce délai est fixé par la loi d'ordenance du 4 juillet 2005, mais ne court qu'à compter de sa entrée en vigueur fixée le 1^{er} juillet 2006, comme l'a confirmé la Cour de cassation le 27 février 2013. L'assignation ayant été délivrée le 1^{er} juin 2011, elle a valablement interrompu le délai de prescription.

Les époux Dupont ne peuvent donc ~~s'opposer~~ invoquer l'existence d'une prescription.

Par ailleurs, l'article 321 du Code civil rappelle que les autres actions, dont celle en reconnaissance d'une filiation, se prescrivent par dix ans mais que ce délai est suspendu devant la minorité de l'enfant.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

u) Dans le cadre d'une expertise avant-dite d'ort, le lien biologique entre Jean Petit et Paul a été établi.

Monsieur Petit peut demander à ce que la paternité de Monsieur Dupont soit écartée au profit de la sienne. Dans ce cas, le Tribunal ^{peut} statuer dans la même décision sur l'autorité parentale, la contribution à l'entretien et l'éducation et l'attribution du nom, en vertu de l'article 331 du Code civil, sans qu'il soit nécessaire de saisir le Juge aux Affaires Familiales.

~~Cependant, même s'il est dans l'intérêt~~

Monsieur Petit pourra ainsi solliciter le changement du nom de l'enfant malgré l'opposition de la mère. Le Juge devra alors trancher en fonction de l'intérêt de l'enfant, qui peut également commander que l'enfant garde le même nom que son père, notamment en application de l'article 3 de la Convention Internationale des Droits de l'enfant du 20.11.88, ce qui a été reconnu la Cour de cassation le 17 mars 2010. Le Juge peut cependant prévoir

que Paul portera, outre son nom de naissance, celui de son père accédé. L'âge de Paul le jour où la décision sera rendue sera pris en compte pour décider ce qu'il en est, et après 13 ans, son âge lui sera demandé.

~~Monsieur et Madame Dupont ne pe~~